



## Comité syndical

Mercredi 24 septembre 2025

### DÉLIBÉRATION N°25-34

#### Objet : Demande de subvention « Evaluation environnementale réouverture du tunnel sous le Rove » - Mise à Jour.

L'an deux mille vingt-cinq, le mercredi 24 septembre à 9h30, les membres du Comité syndical du syndicat mixte dûment convoqués se sont réunis au Magic Mirrors – commune d'Istres, sous la présidence de Monsieur François BERNARDINI, Président.

Secrétaire de séance : M. Roland MOUREN, maire de Châteauneuf-les-Martigues

#### Membres élus présents :

**Présents physiquement** : Suzelle AYOT (Région Paca), François BERNARDINI (Président du GIPREB et Maire d'Istres), Géraldine BUTI (commune de Miramas), Yves GARCIA (commune d'Istres), Gilbert GRASSET (commune de Saint-Chamas), Patrick LAMBERT (commune de Saint-Mitre-les-Remparts), Roland MOUREN (Maire de Châteauneuf-les-Martigues), Sigolène VINSON (commune de Martigues)

**En réunion à distance** : Benoît BOURRILLON (commune de Rognac), Marie-Line DRAY (commune de Berre l'Étang)

**Procurations** : d'Amapola VENTRON (Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) au Président François BERNARDINI, de Didier RÉAULT (Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à Roland MOUREN

#### Membres associés et informés présents :

**Présents physiquement** : Luigi ABBADESSA (Association ESPEREN), Olivier DARRASON (Conseiller spécial du Président de la Région Paca), Olivier NALBONE (Région Paca), Bernard NICCOLINI (Association Étang Marin), Ghislaine ENDERLIN (Association ESPEREN), Mireille QUINTAVALLA (Association Étang Nouveau), Laurent ROVELLOTTI, William TILLET (Prud'homie de pêche), Claudine TREZZY (Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône).

**En réunion à distance** : Guislaine DORET (Association Nosta Mar)

Nombre de délégués en exercice :	16
Présents :	9
Procuration :	2
Votants :	11

Cette délibération annule et remplace la délibération n°24-29.

Vu les statuts du Gipreb Syndicat Mixte,

#### Exposé

Le programme de travaux de remise en circulation de l'eau dans le tunnel sous le Rove a fait l'objet d'une mise à jour en novembre 2022. Ce programme de travaux a été présenté et validé en Comité stratégique, notamment du fait de la réduction des coûts de fonctionnement et d'investissement et de la réduction des risques liés au travaux.

Le projet est désormais entré en phase opérationnelle et deux actions majeures sont nécessaires :

- 1) dossier réglementaire d'évaluation environnementale (objet de la présente délibération) et inventaires complémentaires
- 2) assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de l'instruction réglementaire et la définition précise des cahiers des clauses techniques particulières.

Le point 1 d'évaluation environnementale s'appuie sur une exploitation maximale des documents et données existantes.

Notamment le rapport initial d'impact élaboré dans le cadre de la prestation Egis, l'étude de risque sédiments réalisées par Idra, ou l'étude de définition de l'expérimentation IFREMER, Spi Infra et les données de modélisation du modèle du Gipreb, l'étude portée par la Région sud sur les pistes de financement bas carbone pour un montant prévisionnel de 100 000 €.

Un budget complémentaire de 100 000 € est prévu pour répondre à des besoins ponctuels d'inventaires naturalistes complémentaires, notamment concernant les chiroptères, mais également, le cas échéant, les rives impactées par des modifications de conditions des milieux aquatiques.

### Coût et plan de financement

Le coût d'objectif pour la réalisation de l'évaluation environnementale des travaux de remise en circulation de l'eau dans le tunnel sous le Rove est de 200 000 € TTC.

Le plan de financement proposé est le suivant :

Subvention Métropole AMP :	40 % soit 80 000 € TTC ;
Subvention Conseil Régional PACA :	40 % soit 80 000 € TTC ;
Autofinancement GIPREB :	20 % soit 40 000 € TTC

### Délibération

Le comité syndical, réuni sous la présidence de M. François BERNARDINI, délibérant valablement ;

**Article 1 :** SOLLICITE l'aide de la Métropole AMP et de la Région Sud pour participation aux études opérationnelles de constitution du dossier d'évaluation environnementale pour un montant maximal de 200 000 € TTC, représentant un montant total de 80 000 € TTC par financeur.

**Article 2 :** La présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État.

**Article 3 :** Le Président et le directeur seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

A Istres, le 24 septembre 2025

Pour extrait certifié conforme,

Le Président

François BERNARDINI